



inform **CONTACT**

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

№ 86

Octobre – Décembre 2014

Le Comité exécutif de la CGS à Bakou

La Confédération générale des syndicats a tenu la réunion de son Comité exécutif le 22 octobre 2014 à Bakou, capitale de la République d'Azerbaïdjan. A la veille de la réunion, les dirigeants de la CGS ont été reçus par Ilham Aliev, président d'Azerbaïdjan. Les parties ont discuté de l'augmentation du rôle des syndicats dans la régulation des relations sociales et du travail.

Les membres du CE ont discuté de la campagne solidaire des syndicats de la région "L'augmentation du SMIG au minimum vital" et ont pris la décision de poursuivre et de mobiliser les efforts des syndicats pour cette campagne.

La réunion du Comité exécutif a aussi discuté de l'Accord de libre-échange des services (TISA), proposé dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Les participants à la réunion ont exprimé l'opinion que cet

Accord pourrait avoir des conséquences négatives pour les travailleurs et pour toute la population de la région, et ont pris la décision de s'opposer à l'adhésion à cet Accord.

Lors de la discussion sur la participation des syndicats et des travailleurs de la région à la 7ème Journée mondiale pour le travail décent, organisée le 7 octobre 2014, les membres du CE ont pris la décision de contribuer par tous les moyens à la réalisation, dans la région, du "Programme du travail décent pour tous" de l'OIT, de poursuivre le contrôle de la ratification et de l'application des normes internationales du travail.

La CGS se prononce pour le renforcement de sa coopération avec la Commission économique eurasienne

L'accord sur la création de l'Union économique eurasienne entrera

en vigueur à partir du 1er janvier 2015. En décembre 2013, la CGS a signé un mémorandum de coopération avec la Commission économique eurasiennne (CEEAE), organe supranational de cet Union.

Dans le cadre de ce mémorandum la CGS avait déjà adressé à la CEE cinq documents analytiques sur les impôts, la rémunération, les Codes du travail, les conventions collectives et au sujet de la position des syndicats sur le TISA.

De leur part, les représentants de la CEE ont pris part et sont intervenus à la conférence internationale, organisée par la CGS, "Pour le travail décent et la justice sociale".

Le secrétaire général de la CGS a chargé les spécialistes de la Confédération de faire des propositions quant à la réalisation du mémorandum mentionné.

Ces propositions seront adressées à la CEEAE afin de mobiliser le travail conjoint.

La CGS propose un débat sur la fiscalité au Conseil économique de la CEI

Natalya Podchibyakina, secrétaire générale adjointe de la CGS, a pris part à la réunion de la Commission sur les questions économiques du Conseil économique de la CEI, tenue à Moscou le 12 novembre

2014. Elle s'y est exprimée sur le système fiscal dans les pays de la région et sur les problèmes socio-économiques que cela amenait pour les travailleurs.

Podchibyakina a souligné que les salaires restant insuffisants, pour ne pas dire tout simplement bas dans la CEI, cela rendait d'autant plus important le rôle des budgets publics et de la politique fiscale dans le maintien du niveau de vie. Le niveau de vie de la population est tributaire des budgets et des impôts, si bien que ce sont les organes d'Etat qui régissent la distribution des biens matériels entre les citoyens et les compagnies.

Selon les Etats membres de la Communauté, le système fiscal est un mécanisme important pour résoudre les tâches socio-économiques et assurer la stabilité budgétaire, sa mission principale étant de soutenir les investissements dans le capital humain et d'accroître l'activité patronale.

L'information de la représentante de la CGS sera proposée à la discussion du Conseil économique de la CEI.

Une rencontre avec les collègues chinois

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la Confédération générale des syndicats, et Albert Potapov,

secrétaire général adjoint de la Confédération, ont reçu le 6 novembre 2014 au siège de la CGS une délégation de la Fédération des syndicats de Chine, dirigée par Li Shiming, vice-président de la FSC.

Vladimir Scherbakov a raconté aux collègues chinois l'histoire de la CGS, exposé les principes de son fonctionnement, sa structure et son activité. Il les a aussi informé des résultats de la dernière réunion du Comité exécutif de la CGS, tenue à Bakou le 22 octobre 2014.

Pour sa part, Li Shiming a parlé aux dirigeants de la CGS de l'activité de la FSC, du rôle des syndicats dans la société chinoise.

Les parties ont constaté la coïncidence des positions sur la plupart des questions discutées, ont pris la décision de développer les relations entre la CGS, ses organisations membres et la FSC.

Le président russe reçoit une délégation syndicale

Le 18 novembre 2014, lors du Sommet du G20 à Brisbane, Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, a reçu la délégation du Groupe syndical 20 (L20), représentant 16 pays du monde et plusieurs unions syndicales internationales et régionales.

Parlant de l'emploi, Vladimir Poutine a souligné que sans la participation des syndicats, on ne pouvait pas résoudre fondamentalement et efficacement le problème du chômage. En Russie, on prévoit de créer 25 millions d'emplois de qualité, même si le problème du chômage n'est pas tellement brûlant dans le pays et le nombre des chômeurs ne représente que 5,2% de la population active. Il a aussi souligné qu'il était content de recevoir les dirigeants syndicaux et d'envisager avec eux les moyens d'organiser la coopération.

Les syndicalistes ont parlé de la nécessité de parvenir à une croissance économique, de stimuler la demande par des hausses salariales et de créer des emplois décents. Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, a remis à Poutine la Déclaration du L20 au Sommet du G20 avec la demande de prendre en compte l'opinion des syndicats lors de la préparation du Communiqué final du Sommet.

Une délégation de la CGS participe à la réunion de l'Assemblée interparlementaire des Etats membres de la CEI

La délégation de la CGS, dirigée par Vladimir Scherbakov, a pris part à la session plénière de l'Assemblée interparlementaire des Etats de la CEI, tenue

du 27 au 28 novembre à Saint-Pétersbourg.

La session a adopté 20 nouvelles lois cadres sur la coopération économique et humanitaire et sur la sécurité informatique. Certaines de ces lois, en voie de préparation: "Sur le partenariat public-privé", "Sur les prévisions et la planification du développement socio-économique" et "Sur la protection de la santé reproductive des habitants" ont été étudiées et approuvées par les experts de la CGS.

Vladimir Scherbakov a également pris part à la réunion du Conseil de l'Assemblée interparlementaire de la CEI et à la séance de clôture de l'Assemblée interparlementaire de la Communauté eurasienne, qui cessera de siéger après la création, à partir du 1er janvier 2015, du Conseil économique eurasienn.

Les représentants de la CGS ont fait connaître aux membres de l'Assemblée interparlementaire de la CEI la position de la CGS sur la fiscalité et sur l'Accord de libre-échange des services (TISA).

Les organisations membres de la CGS marquent la JMTD

Répondant à l'appel de la CGS, des millions de travailleurs, mobilisés par les syndicats d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Bélarus, de Géorgie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de

Moldova, de Russie, du Tadjikistan et d'Ukraine, ont pris part le 7 octobre 2014 aux actions de solidarité avec le mouvement syndical international, sous le slogan principal "Garantir le travail décent – tâche primordiale de la politique économique et sociale".

Le 4 octobre, les jeunes syndicalistes géorgiens se sont rassemblés devant le siège de l'Union des syndicats de Géorgie pour une action d'art-performance afin d'exprimer leurs revendications au gouvernement, notamment le rétablissement de l'inspection du travail, la mise en oeuvre accélérée du deuxième volet de la législation de travail, l'amélioration des droits des femmes.

La Fédération des syndicats du Kirghizistan a organisé, au centre de la capitale kirghize Bichkek, un meeting de masse. Intervenant au meeting, le président de la FSK Assilbek Toktogoulov a parlé des tâches des syndicats à l'étape actuelle, de la JMTD et de la nécessité de mieux contrôler l'application des normes internationales du travail.

La Confédération nationale des syndicats de Moldova, en coopération avec ses partenaires sociaux, a organisé une table ronde "Justice pour les travailleurs – justice climatique".

Plus d'un million des travailleurs ont pris part aux actions syndicales

sous le slogan principal “Pour le travail décent dans le monde sans guerres ni sanctions” organisées par la Fédération des syndicats indépendants de Russie. Les actions les plus massives ont eu lieu en Extrême Orient russe, en Sibérie, dans les régions de Kourgan et de Sverdlovsk.

Bélarus: un nouveau président de la FSB

Le Conseil de la Fédération des syndicats de Bélarus, tenu le 23 octobre 2014, a entériné la démission de Léonide Kozik à sa demande, et a élu Mikhaïl Orda au poste de président de la FSB.

Mikhaïl Orda est né le 28 septembre 1966. Avant d'être élu au poste de président de la centrale syndicale, il avait dirigé l'organisation nationale de la jeunesse.

Le 2 décembre 2014, une rencontre de travail a eu lieu entre le nouveau président de la FSB et le président de la République Alexandre Loukachenko.

Géorgie: le Comité des femmes de l'USG demande l'adoption d'une nouvelle loi

Le 2 octobre 2014, le Comité des femmes de l'Union des syndicats de Géorgie a fait une déclaration concernant la situation des femmes.

La Déclaration souligne que même si les amendements portés au Code du travail améliorent la situation de la femme travailleuse, augmentent le nombre des jours du congé et l'allocation de maternité, les femmes enceintes et ayant des enfants ont toujours des problèmes pour trouver un emploi et pour avancer dans leur métier.

Le Comité des femmes, soutenu par l'USG, appelle le gouvernement à adopter une nouvelle loi sur l'insertion professionnelle qui pourrait aider les femmes non seulement à trouver un emploi, mais aussi à poursuivre leur formation professionnelle.

Géorgie: la grève des cheminots se termine par un accord

Grâce à l'aide de la centrale syndicale et de son président Irakliy Petriachvili, la grève des cheminots organisée par le Nouveau syndicats des travailleurs du chemin de fer a pris fin le 3 décembre 2014, après 8 jours des longues et laborieuses négociations.

L'accord conclu entre le syndicats et le patronat est un compromis qui ne satisfait pas à 100% ni l'un, ni l'autre. Toutefois, cet accord garantit aux travailleurs que leurs salaires ne seront pas diminués et qu'ils vont toucher 50% du treizième mois, même s'ils en avaient demandé les 100%.

Les représentants du syndicat vont créer une commission des griefs qui sera chargée d'examiner tous les problèmes concernant la rémunération et les primes.

Cependant, l'accord entre le syndicat et le patronat n'a pas permis de résoudre les problèmes des tarifs pour les heures supplémentaires. Pour cette raison, le syndicat se propose de s'adresser directement au tribunal constitutionnel.

Kazakhstan: la ratification de la convention N° 187 de l'OIT

Le 20 octobre 2014, le chef de l'Etat a signé la loi sur "La ratification de la Convention 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail" adopté à Genève le 15 juin 2006 par la 95ème Conférence internationale du travail.

Chaque Etat qui ratifie cette convention est obligé de moderniser constamment la sécurité et l'hygiène du travail pour prévenir le traumatisme, les maladies professionnelles et les accidents mortels, cela par voie de consultation avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs, créer des conditions saines et de sécurité à la production conformément aux principes de l'Organisation internationale du travail.

Kazakhstan: les syndicats du transport s'associent

Le congrès d'unification des syndicats du transport a eu lieu à Astana le 12 décembre 2014. Abdelgazi Kousaïnov, président de la centrale syndicale, y a pris part.

Intervenant à l'ouverture de ces assises, Kousaïnov a déclaré que la fusion de ces syndicats se passait dans le cadre de la nouvelle loi "Sur les syndicats", de la modernisation du mouvement syndical national, du regroupement des syndicats de la même branche de l'économie nationale.

Dorénavant, ce syndicat portera le nom de "Syndicat des travailleurs du chemin de fer, des transports routier et aérien du Kazakhstan".

Les délégués au congrès ont élu à l'unanimité Orazgali Akhmetbaev au poste de président du Syndicat.

Kazakhstan: une nouvelle convention générale est signée

Une réunion de la Commission nationale tripartite pour les questions du dialogue social et la régulation des questions sociales et de travail a eu lieu le 25 décembre 2014 au siège du gouvernement de la République du Kazakhstan.

La signature de la nouvelle Convention nationale générale pour les années 2015–2017 entre le gou-

vernement, l'Union des employeurs et la Fédération des syndicats a été le point principal de cette réunion. La date de la réunion a coïncidé avec le 20ème anniversaire du dialogue social au Kazakhstan, le document adopté s'appuie sur les dispositions de la nouvelle loi "Sur les syndicats".

Intervenant à la réunion, Abdelgazi Koussaïnov, président de la centrale syndicale, a déclaré que la signature de nouvelle convention collective était un événement historique et que les membres de la centrale avaient activement participé à sa préparation, en présentant plus de 30 propositions concernant la politique économique, la rémunération, l'assurance et la protection sociale des travailleurs.

La convention prévoit des consultations régulières entre les partenaires sociaux sur la politique budgétaire, l'emploi, le développement humain, le recyclage et la titularisation des cadres.

Moldova: l'inégalité est le plus grand danger pour le bonheur de l'humanité

Le 7 novembre 2014, Oleg Boudza, président de la Confédération nationale des syndicats de Moldova, a adressé un message à Igor Korman, président du parlement moldave, concernant l'initiative du parlement d'introduire dans le pays un taux d'imposition sur le revenu égal pour tous les salariés.

Selon les syndicats, l'établissement du taux égal d'imposition sur le revenu des personnes physiques augmentera la charge fiscale – qui passera de 14,3% à 17,5% – pour les salariés qui touchent moins de 3000 leis et représentent 54,8% de la population active, mais réduira l'imposition des personnes qui touchent plus de 3000 leis. En plus, cela diminuera le revenu du budget national de 145,3 millions leis.

Actuellement l'inégalité dans le monde représente l'un de plus grand danger pour l'humanité.

Les revenus les plus forts surpassent d'une façon catastrophique ceux de la grande majorité de la population. Selon les données officielles, plus de 30 chefs de compagnies nationales touchent entre 40 et 100.000 leis par mois, tandis que le salaire moyen en 2013 n'était que 4300 leis. Certains dirigeants d'entreprises publiques sont déjà des millionnaires.

Pour cette raison, la centrale syndicale se prononce catégoriquement contre cette initiative du parlement.

Russie: repérer, régler et prévenir les conflits de travail

La Fédération des syndicats indépendants de Russie a organisé du 16 au 17 octobre à l'Université humanitaire syndicale de Saint-Petersbourg la conférence internationale "Les conflits sociaux et de

travail en Russie: révélation, règlement et prévention”.

Intervenant à la conférence, le président de la centrale syndicale Mikhaïl Chmakov a souligné que rien que durant les neuf premiers mois de 2014, 90 conflits de travail ont eu lieu dans les 41 régions de Russie. 21% des travailleurs ont été engagés dans ces conflits. 78% des conflits ont eu lieu dans des grandes entreprises et 27% avaient pris une dimension sectorielle. A cause de ces conflits, l'économie et les patrons ont perdu 18.800 journées de travail.

Toutes ces données ont été reçues grâce au Centre du contrôle de la FNPR.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, qui était présent à la conférence, a déclaré que dans la situation économique compliquée en Europe, les syndicats étaient la voix du progrès, mais que pour défendre mieux les intérêts des travailleurs, il était nécessaire de les renforcer, d'attirer plus des gens aux syndicats.

Les participants à la conférence ont élaboré plusieurs recommandations.

Russie: une nouvelle rencontre de travail Poutine-Chmakov

Une nouvelle rencontre de travail entre le président russe Vladimir Poutine et le leader

syndical Mikhaïl Chmakov a eu lieu le 5 novembre au Kremlin.

Chmakov a parlé de la nouvelle loi fédérale qui remplace les quotas d'embauche pour les travailleurs immigrés par des patentes de travail.

Avant d'être adoptée, cette loi devrait être discutée à la Commission tripartite nationale. En outre, le dirigeant de la FNPR s'est prononcé contre le transfert de la régulation des questions du travail, actuellement assurée par l'Inspection du travail d'Etat, aux pouvoirs locaux. Selon lui, les inspecteurs du travail dans les régions sont très dépendants des pouvoirs et ne pourront pas résoudre les problèmes correctement.

Le président de la Fédération de Russie a accepté d'examiner toutes ces questions avec le gouvernement et a assuré le leader syndical que toutes les questions de travail seraient préalablement discutées avec les syndicats.

Russie: la FNPR tient son Comité exécutif à Moscou

La réunion du Comité exécutif de la FNPR, tenue à Moscou le 10 décembre, a discuté de la préparation du IX congrès de la centrale syndicale, prévu pour les 7-8 février à Sotchi.

Intervenant à la réunion, le président de la centrale syndicale Mikhaïl Chmakov a souligné que le gouvernement avait une réaction inefficace face aux sanctions économiques et à l'affaiblissement du rouble russe, qu'il poursuivait sa politique libérale au détriment qui empêche de réunir les conditions pour le redressement de l'économie nationale, la création de nouveaux emplois et l'augmentation des revenus de la population.

Il a rappelé aux participants que le 11 novembre 2014, la FNPR avait adressé un message au président du parlement russe et aux dirigeants des groupes politiques à la Douma d'Etat, par lequel elle a souligné qu'avec un taux d'inflation de 20%, le SMIG effectif ne devait pas être inférieur à 6500 roubles.

Les membres du CE ont exprimé leur inquiétude quant à la situation socio-économique dans le pays, ont pris la décision de poursuivre la préparation des documents du futur congrès, surtout du Programme d'actions de la FNPR, et des résolutions.

Le Comité exécutif a approuvé les résultats des actions, menées par les syndicats lors de la Journée mondiale pour le travail décent, qui se sont passées en Russie sous le slogan principal "Pour le travail décent sans guerres ni sanctions".

Ukraine: un Forum syndical à Kiev

La Fédération des syndicats d'Ukraine a organisé le 7 octobre 2014 à Kiev un Forum syndical "Pour le travail décent et le bien-être de la population". Les participants au Forum ont exigé la reprise du dialogue social afin de déterminer les tâches, les délais et les mécanismes de réalisation du but principal de la réforme politique, à savoir les normes européennes de la vie, surtout dans l'emploi, la rémunération, la sécurité du travail, la fiscalité et le développement socio-économique.

Les participants au Forum ont adopté une résolution qui exprime leur inquiétude quant à la situation économique et financière dans le pays.

Les syndicats d'Ukraine ont exigé: de sauvegarder et de créer de nouveaux emplois de qualité, surtout pour les jeunes, de payer les arriérés de salaires, de soutenir la proposition des syndicats concernant la protection sociale des travailleurs, leur droit à toucher la rémunération dans les délais, l'augmentation du SMIG à partir du 1er janvier 2015.

En signe de soutien à ces revendications, les syndicats ont organisé le 15 octobre devant le siège du gouvernement un meeting qui a rassemblé plus de 5000 tra-

vailleurs, venus de toutes les régions du pays.

Le 24 novembre 2014, une réunion des dirigeants des syndicats représentatifs a eu lieu à Kiev pour discuter du projet du nouveau Code du travail. Ils ont décidé que dans les conditions actuelles, le projet du Code proposé ne pouvait pas satisfaire les syndicats, pas plus que les travailleurs, et ont formé un groupe d'experts pour faire des propositions allant dans le sens des revendications syndicales.

Ukraine: la FSU proteste contre la liquidation des garanties sociales

Grigory Osovy, président de la Fédération des syndicats d'Ukraine, s'est adressé le 16 décembre 2014 avec un message au président d'Ukraine Petro Porochenko, chef du gouvernement Arseniy Yatsenyuk et aux leaders des partis politiques les plus représentatifs.

Le dirigeant de la FSU a souligné dans ce message qu'actuelle politique économique du gouvernement était antisociale, erronée et menait à une explosion sociale pour la simple raison qu'elle transforme les travailleurs en démunis qui dépendent de l'aide et d'allocations sociales. Pour cette raison, tous les syndicats membres de la centrale syndicale demandent que

la FSU organise le 23 décembre à Kiev une action nationale de protestation.

Prenant en considération cette situation, la FSU a exigé une rencontre urgente avec le Premier ministre afin de rétablir le dialogue social et pour trouver des voies convenables qui préviendraient un conflit social. En même temps, lors de leur rencontre avec les représentants de l'OIT, les dirigeants syndicaux ont exprimé leur préoccupation quant à la politique du FMI qui se mêle ouvertement de la politique sociale en Ukraine, la politique qui doit rester une prérogative des partenaires sociaux.

Le 18 décembre, la FSU a fait une déclaration qui condamne le projet gouvernemental de diminuer les dépenses budgétaires aux frais des travailleurs, en liquidant les garanties sociales, ce qui porte un coup dur aux millions de travailleurs de la fonction publique, aux retraités, aux familles nombreuses, etc.

Les syndicats ont déclaré qu'ils feraient tout leur possible pour défendre les travailleurs.

Ukraine: une réunion du Bureau de la FSU

La Fédération des syndicats d'Ukraine a réuni son Bureau le 23 décembre à Kiev. Les participants ont apprécié les résultats du grand meeting qui a eu lieu le même jour,

et l'activité de la centrale syndicale durant l'année 2014.

Les membres du Bureau ont regretté que la rencontre avec le Premier ministre, demandée par les syndicats pour parler du dialogue social et de la situation socio-économique déplorable, n'avait pas eu lieu.

Le Bureau a discuté des orientations principales d'activité pour l'année 2015 et a adopté un plan du travail pour son premier semestre, qui prévoit des actions concrètes afin de mettre en oeuvre les propositions syndicales visant à rétablir le dialogue et la justice sociale en Ukraine.

Le Conseil électro-énergétique de la CEI se prononce pour marquer la fête de la Victoire

Vasily Bondarev, président de l'Union internationale des syndicats des travailleurs de l'énergie, a pris part à la réunion du Conseil électro-énergétique de la CEI qui a eu lieu à Sotchi le 24 octobre 2014.

Dans son allocution devant le Conseil, Bondarev a proposé d'inclure dans le plan des travaux du Conseil la préparation et les actions consacrées au 70ème anniversaire de la victoire dans la Grande guerre Nationale de 1941–1945.

Le Conseil a adopté cette proposition et a chargé les compagnies d'électricité de la Communauté de

faire leurs propositions concrètes pour marquer cet événement.

Le Syndicat des travailleurs du chemin de fer de Russie discute de la rémunération décente

Le Comité Central du Syndicat des travailleurs du chemin de fer de Russie a organisé à Moscou, le 20 novembre 2014, la conférence internationale "La rémunération décente et équitable – gage du bien-être des travailleurs et base de la production efficace".

Intervenant à la conférence, la secrétaire générale adjointe de la CGS Natalya Podchibyakina a parlé des salaires moyens et médians dans les pays de la CEI, a souligné leur faible pouvoir d'achat et un grand décalage entre leurs montants, en citant à titre d'exemple la Compagnie des chemins de fer de Russie (CCFR). Les 23 membres de la direction de la CCFR ont touché pour le premier semestre de cette année 627,2 millions roubles (soit environ 4,5 millions par personne et par mois), tandis que le salaire moyen des travailleurs a été dans cette période de 40074 roubles par mois, soit 112 fois moins.

La rapporteuse a souligné qu'il fallait mieux utiliser le dialogue social pour résoudre ces problèmes.

La conférence a adopté plusieurs recommandations.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
119119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(495) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(495) 938-0112
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru;

*LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.*

*SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.*

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

*LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET LA COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BÉLARUS, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDOVA,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN ET D'UKRAÏNE,
AINSI QUE 28 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.*

*LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DES ASSAMBLÉES INTERPARLEMENTAIRES DE LA CEI ET DE LA CEEA,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.*

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

*LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.*

*LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.
MIKHAÏL CHAMAKOV EST LE PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre,
les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:
www.vkp.ru